

**Loïc Fauchon, Président du Conseil mondial de l'eau - 24 février 2020 - Kampala
Symposium - Keynote Speech - 20^{ème} Congrès International de l'Association Africaine de l'Eau**

Mesdames et Messieurs les Ministres et Ambassadeurs,
Chers collègues de l'Association Africaine de l'Eau, Chers amis de l'Eau,

C'est un grand plaisir de vous retrouver pour participer une nouvelle fois à notre Assemblée Générale. Après Bamako en 2018 et ici même à Kampala en 2010. Et permettez-moi d'adresser mon témoignage de considération aux hautes autorités de l'Ouganda. Et mon salut au peuple ougandais pour sa fraternelle hospitalité. C'est un plaisir mais c'est aussi un honneur d'ouvrir ce Symposium devant tant d'amis, de collègues, de professionnels de l'eau d'Afrique. Permettez-moi de vous transmettre les sentiments de respect et d'amitié de la communauté mondiale de l'Eau que je représente ici aujourd'hui. Le monde a soif. Et l'Afrique aussi.

La soif c'est aussi trop souvent l'absence d'énergie, la faim, la maladie, l'ignorance. Car si l'eau engendre la vie, elle peut porter la mort. Les hommes se la disputent et, dans le même temps, la Nature l'exige pour que prospère la biodiversité et vivent les écosystèmes. L'eau, c'est l'assurance-vie de l'homme et de la nature. Oui chers amis, sans eau, il y a souffrance, sans eau il y a crises. De toutes sortes et partout.

Mettons de côté un instant les crises économiques, diplomatiques, climatiques, démographiques. Et d'autres ! Et arrêtons-nous sur notre responsabilité, nos responsabilités d'acteurs et d'opérateurs du monde de l'eau. Notre responsabilité c'est d'assurer la survie des communautés de femmes et d'hommes qui connaissent, chaque jour, l'angoisse de la quête de l'eau. Notre responsabilité c'est de contribuer à l'essor économique et social de populations qui veulent accéder au meilleur de la vie. Notre responsabilité c'est, en un mot, de garantir la sécurité de l'eau pour porter la Paix de l'eau.

Oui chers collègues, voilà bien notre responsabilité. Elle est immense. Elle est individuelle et collective à la fois. Trouver l'eau, la pomper, la transférer, la stocker, la conserver, la traiter, la distribuer, la dessaler, la dépolluer, la réutiliser, mais aussi la considérer, la respecter, l'économiser, voilà les composantes de notre responsabilité quotidienne. Chaque jour, partout et pour tous, sécuriser la ressource et garantir un usage agricole, domestique, industriel. C'est une belle et grande responsabilité que nous sommes fiers d'assumer. Mais encore faut-il que nous puissions en avoir les moyens.

Face à nous, la croissance démographique particulièrement sur cette terre d'Afrique. Face à nous, l'explosion urbaine, la concentration dans les mégacités et les bidonvilles qu'elle génère. Face à nous, les pollutions géantes véritables « bombes sanitaires » qui provoquent tant de maladies hydriques. Face à nous, l'élévation des niveaux de vie, la surconsommation, le gaspillage alimentaire et la profusion des plastiques. Face à nous, les évolutions du climat, parfois contradictoires et si complexes à déchiffrer.

Tout cela, difficultés, crises, désastres, contribuent, chaque jour, chaque semaine, chaque mois, chaque année à accroître la tension sur les ressources en eau. A cet instant de l'histoire de l'humanité, nous voici confrontés à un défi majeur : protéger l'eau de nous-mêmes, tout en la valorisant pour nous-mêmes. C'est l'enjeu de la sécurisation de l'eau, le maître-mot, l'exigence des années et des décennies à venir.

Ce n'est pas seulement un ODD parmi 17 autres, un concept abstrait, une cible à atteindre. Non c'est d'abord un impératif quotidien, une réalité de chaque instant, un besoin pour tous, un droit pour chacun. Sécuriser l'eau pour l'Homme et, en même temps, sécuriser l'eau pour la Nature. Sécuriser l'eau d'aujourd'hui et sécuriser l'eau pour demain. Pour nos enfants. Sécuriser l'eau de l'amont et sécuriser l'eau de l'aval pour un partage harmonieux. Sécuriser l'eau de manière durable mais, aussi bien sûr, sécuriser l'eau avec des règles équitables. Sécuriser la ressource, sa protection et son usage nécessitent la construction et la stabilité des trois piliers qui assurent la solidité de la maison de l'eau : la connaissance, la finance et la gouvernance.

Ces trois piliers sont totalement interdépendants et la gestion intégrée des ressources en eau n'est pas suffisante pour garantir tous les usages de l'eau. A l'approche verticale classique vient se greffer une approche transversale pour satisfaire simultanément les cinq besoins fondamentaux de l'Humanité, l'accès à l'eau, à l'énergie, à l'alimentation, à la santé et à l'éducation. C'est indispensable. En Afrique plus que sur tout autre continent.

Alors à cet instant de notre conversation, chers collègues, la question est : mais nous, water providers, water suppliers, responsables d'autorités locales, opérateurs publics et privés, ONG du terrain, oui, nous, que pouvons-nous faire ? Que devons-nous faire ?

Les entreprises gestionnaires des services d'eau et d'assainissement, nous jouons, VOUS jouez, un rôle essentiel sur le terrain, au plus près des populations. Notre rôle est de protéger les ressources par la protection des captages, des forages et des cours d'eau. Notre rôle est de sécuriser la ressource à travers la potabilisation de l'eau, l'assainissement des milieux et l'éducation à l'hygiène. Notre rôle est d'économiser la ressource par la détection et la réparation des fuites en apportant de meilleurs rendements des réseaux. Notre rôle est de convaincre les décideurs qu'une politique tarifaire équitable est un élément fort de la valorisation de la ressource. Pour jouer ce rôle avec efficacité, permettez-moi de m'arrêter, à cet instant, sur le sujet de l'innovation numérique et digitale de ce début du 21^{ème} siècle. Tout le grand cycle de l'eau (et de l'assainissement) est concerné. Les technologies digitales vont de l'utilisation de capteurs par exemple pour détecter la pression, les fuites, les pertes en eau sur tout le réseau ; Le télécontrôle pour

optimiser et assister l'exploitation ; la prévision pour annoncer les événements météorologiques ; le traitement des données pour comprendre la demande, adapter l'offre, optimiser la facturation et les tarifs ; l'optimisation des processus pour améliorer l'efficacité et les rendements énergétiques ; la réalité augmentée pour concevoir de nouvelles usines et des réseaux ; et toutes sortes d'outils mobiles basés sur l'évolution des smartphones et des ordinateurs portables qui vont jouer, pas à pas, un rôle majeur.

Ces technologies créent un lien, chaque jour plus fort, entre ceux qui produisent le service au public et ceux qui le consomment. Laissons-nous utiliser le meilleur des réseaux sans fils, du traitement des données, de l'internet des objets, du cloud, de la blockchain, pour l'eau mais aussi pour l'assainissement, les déchets, l'air et l'énergie.

Tout cela évidemment aidera à augmenter la qualité du service et les rapports quotidiens avec les usagers et donc les citoyens. Tout cela évidemment aidera à accompagner la croissance et probablement la décentralisation des compétences et des décisions. La révolution digitale rapprochera le citoyen de la décision et renforcera le sentiment d'une démocratie plus locale et plus participative. Mais attention, chers collègues, tout progrès technologique a ses limites et ses dangers. N'oublions jamais de mettre l'humain dans la boucle. L'Homme n'est pas au service de la technologie. C'est le progrès technique, aujourd'hui digital, qui est au service du genre humain. Et qu'il s'agisse de blockchain, de cryptomonnaie, de cybersécurité, nous devons rester vigilants. Elever des contre-pouvoirs pour éviter de perdre le contrôle de la machine qui doit rester au service du droit à l'accès à l'eau.

Cela m'amène, avant de conclure mon propos, à deux recommandations que je propose, très modestement, à votre réflexion. La première concerne le rapport entre l'urbain et le rural. La mode, l'action, l'argent vont aujourd'hui aux « Smart Cities », les villes intelligentes. On veut imaginer les villes comme des paradis, alors que la très grande majorité d'entre elles sont des enfers sur terre. Les mégapoles qui se développent à grande vitesse sont trop souvent le réceptacle de la pauvreté et de l'ignorance.

Qui, par contre, porte le poids de la conservation de la Nature, de la protection de la ressource et de la production agricole ? C'est d'abord dans les territoires ruraux que l'on assure la sécurisation de l'eau et la production d'énergie et de nourriture. Sans les terres protégées et cultivées, sans les fermiers et les forestiers, comment les villes vivront-elles, combien de temps survivront-elles ? Nous plaçons aussi pour des « smart rural areas », des zones rurales intelligentes, en faveur de la vitalité rurale face à la dictature du monde urbain. L'embolie urbaine n'est pas une fatalité, le développement rural doit être encouragé et favorisé.

La seconde recommandation concerne la conservation de l'eau. Notre planète est en grand manque de réserves en eau, manque d'eau d'une saison à l'autre, d'une année à l'autre, d'une région à l'autre. Cela provoque la rareté de l'eau, cela crée des sécheresses et des famines et contribue à de nombreuses crises comme nous en voyons aux USA, en France, en Afrique du Sud, en Inde et dans beaucoup d'autres régions du monde. Nous avons, partout dans le monde, un immense besoin de nouvelles réserves d'eau. Le concept de barrage doit évoluer.

Il n'est plus question de bloquer l'écoulement de l'eau mais d'expliquer que l'eau doit être valorisée, entretenue, restaurée. Ces aires de conservation, que nous appellerons « des réservoirs d'eau et de biodiversité » doivent permettre un développement harmonieux pour la vie, la protection de la faune et de la flore.

Nous devons travailler, tous ensemble pour promouvoir ce nouveau concept de réservoirs indispensables à l'équilibre Homme-Nature que nous appelons de nos vœux. L'Homme et la Nature sont sur le même bateau du futur de la planète.

Chers collègues, chers amis, si nous nous plaçons à l'échelle de l'Afrique, nous savons bien que la sécurité de l'eau est aujourd'hui partie intégrante de la Sécurité Nationale de chaque pays. Et que cela rejoint la nécessité d'une véritable hydro-diplomatie. Pas seulement au travers d'une gestion solidaire des grands bassins transfrontaliers. Les exemples encourageants ou inquiétants que sont les Bassins du Fleuve Sénégal d'une part et celui du Nil d'autre part en sont le témoignage. Hydro-diplomatie aussi pour mettre en place un dispositif efficace et juste de refinancement des dettes de l'eau pour le pays et les régions les plus pauvres.

Et tout cela n'est pas, ne sera plus, l'apanage des gouvernements. C'est l'affaire des Parlements dont l'action est essentielle. C'est l'affaire des Municipalités et de toutes les autorités et communautés locales. C'est l'affaire des opérateurs d'eau et des citoyens qui ne sont pas seulement des « payeurs de facture », ce sont des acteurs, des combattants pacifiques de la seule guerre qui vaille, celle pour la Paix de l'Eau. Chacun de ces niveaux contribue à ce que j'appelle l'hydro-diplomatie du quotidien. Et dans ce contexte, le droit à l'eau restera, de facto, le fil conducteur de l'action collective pour la sécurisation de l'eau.

Certains pensent sans doute, pour faire tout cela, nous n'avons pas les moyens. Peut-être. Pas assez. Pas encore. Mais vous avez, nous avons une belle opportunité. Dans un an, se tiendra, à Dakar, le 9ème Forum Mondial de l'Eau, coorganisé par l'Etat Sénégalais et le Conseil Mondial de l'Eau. Monsieur le Ministre Thiam vous dira après moi l'architecture de ce Forum qui devra apporter les réponses que les populations exigent pour donner une concrétisation à l'accès à l'eau pour les plus démunis. Jusqu'en Mars 2021, l'Afrique est l'Eau Capitale. Saisissons cette opportunité pour que l'intelligence de l'Afrique s'exprime haut et fort. Et pour que la voix des Africains se fasse entendre au monde. Laissons l'Afrique de l'eau forger sa destinée. Laissons l'Afrique de l'eau montrer le chemin de la paix de l'eau que veulent emprunter les peuples de notre planète. Prenons ensemble le chemin de Kampala à Dakar.